

Examinons les éléments communs aux diverses solutions proposées, et attachons-nous aux points qui permettent de combler les divergences, pour le bien de tous.

Cinquièmement, nous devons maintenir certaines normes nationales dans l'intérêt de tous les Canadiens. Cela signifie par exemple que les pensions doivent être transférables et que les soins de santé doivent être accessibles à tous les Canadiens. Cela signifie aussi que, dans des domaines de compétence partagée comme l'environnement, nous avons le devoir de travailler ensemble pour favoriser l'intérêt commun.

Sixièmement, nous sommes disposés à examiner tout arrangement qui a pour effet de décentraliser le processus de prise de décisions et d'engager directement les gens dans ce processus.

Enfin, nous devons sauvegarder les droits de tous les Canadiens. Nous avons déjà assez d'une clause de dérogation dans la Charte. Nous n'en voulons pas d'autre.

Le Gouvernement du Canada n'agira pas comme arbitre dans les discussions constitutionnelles. Des intérêts vitaux sont en jeu, et le fédéral les défendra fermement et vigoureusement.

Notre Constitution ne devrait pas être vue comme fixée dans la pierre. C'est la Constitution qui devrait être adaptée au pays, et non le contraire. Et un changement est requis, pour le bien du pays.

Le premier ministre Wells a répondu positivement au discours du Premier ministre, déclarant :

«Je me réjouis du leadership dont il fait preuve en défendant cette position dans l'ensemble du pays...»

Nous apprécions son appui des efforts du Premier ministre, mais il me semble que M. Wells accepte avec une remarquable sérénité la possibilité d'une nation divisée. Comme il le mentionnait récemment :

«Si nous ne pouvons nous entendre sur un compromis [avec le Québec], je ne peux que supposer que nous en viendrons à deux pays.»

Cette perspective ne semble pas troubler particulièrement M. Wells, pas plus que dans les dernières semaines décisives de juin.

Et il semble que bien des Terre-Neuviens croient que cela ne fera aucune différence si le Québec se sépare. Certains croient même que Terre-Neuve profitera d'un Canada sans le Québec. Quelques-uns invitent même ouvertement le Québec à se séparer.